

N'oublions pas les violences du G8 de Gênes

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné l'Italie ce 7 avril pour n'avoir pas poursuivi les auteurs de la violente répression des militants altermondialistes lors du G8 de Gênes, en 2001. Lorenzo Guadagnucci, un journaliste italien qui a subi cette nuit-là la brutalité policière, nous a raconté en 2013 cette épreuve bouleversante.

Lorenzo Guadagnucci, vous avez vécu l'assaut de l'école Diaz dans la nuit du 21 juillet 2001, quand des dizaines de militants anti-G8 ont été férocelement molestés par la police. Que s'est-il passé exactement ?

Il était minuit. J'étais allongé sur le sol du gymnase de l'école Diaz dans mon sac de couchage, en train de chercher le sommeil. Nous étions environ 70 personnes, dans une ambiance de camping. Tout à coup, nous avons entendu un bruit qui venait de l'extérieur. Très rapidement, j'ai vu débarquer des dizaines de policiers. Comme on le sait, leur irruption a été extrêmement brutale. Ils frappaient tout le monde, même les gens assis. On leur disait : "Ne frappez pas !", "Pas de violence !". En vain. Moi, je me trouvais sur le côté. J'assistais impuissant aux violences. Soudain, deux policiers ont foncé vers nous – moi et une jeune Américaine qui était à côté de moi. Ils ont commencé à nous frapper avec leurs matraques et leurs tonfas. Les coups étaient très violents. Ils m'ont frappé sur les bras, les épaules, les côtes. J'avais horriblement mal – les jours suivants, les médecins m'ont dit que j'avais une marque circulaire sur l'épaule gauche probablement due à une matraque électrique. Cela a duré un bon quart d'heure. Ensuite, ils nous ont obligés à nous rassembler sur le côté de la salle, à l'opposé. J'ai dû me traîner tellement j'avais mal.

Qu'avez-vous ressenti à ce moment-là ?

J'étais tétanisé. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Tout le monde pleurait et criait de douleur. Ils nous ont dit : "Personne ne sait que nous sommes là. Nous pouvons faire ce que nous voulons de vous." On était tous assis par terre, terrorisés. Nous avons pensé que nous étions en train de vivre un coup d'Etat, que nous allions mourir. Pour moi, ce fut le moment le plus difficile à vivre... Du sang partout, l'incertitude, la peur de mourir et personne pour nous sauver puisque les policiers étaient les agresseurs. Ce supplice a duré deux heures.

Que faisiez-vous à Gênes et dans l'école Diaz ? Vous couvriez les événements pour votre journal ?

L'école Diaz-Pascoli abritait le centre de presse du Forum social. Mais contrairement à ce que montre le film de Daniele Vicari, je n'étais pas là pour couvrir le contre-sommet pour le journal pour lequel je travaillais à l'époque [Il Resto del Carlino]. J'avais un projet de livre sur le mouvement altermondialiste. Cela faisait plusieurs mois que je m'y intéressais. J'étais déjà allé au premier forum social mondial, à Porto Allegre, quelques mois auparavant [en janvier 2001]. Par la suite, j'ai de fait écrit un livre sur le mouvement, mais très différent de ce qu'il devait être [Noi della Diaz, éditions Berti-Altresconomia 2002].

Après l'assaut de l'école, avez-vous été pris en charge par les secours ?

Oui, des médecins et infirmiers sont venus nous chercher et nous ont emmenés aux urgences. Certains d'entre nous ont très vite été transférés à la caserne de Bolzaneto, à une vingtaine de kilomètres de là, où ils ont subi des tortures pendant plusieurs jours. J'ai reçu les premiers soins dans la nuit. Le lendemain matin, deux agents sont venus dans ma chambre, à l'hôpital, pour me signifier que j'étais en état d'arrestation mais sans me préciser pour quel motif. Je ne l'ai su que le lendemain quand une magistrate est venue m'interroger. Les trois motifs officiels de mon arrestation étaient : 1) résistance à une personne dépositaire de l'ordre public ; 2) détention d'armes de guerre ; 3) association de malfaiteurs. J'ai protesté. La magistrate m'a demandé si j'avais vu les deux cocktails Molotov [comme le procès l'a montré plusieurs années plus tard, les deux cocktails Molotov retrouvés dans l'école Diaz

pendant l'assaut avaient en réalité été apportés par des policiers, depuis reconnus coupables de "fabrication de fausses preuves"]. J'ai finalement été libéré le soir même et les charges contre moi ont été abandonnées.

A votre avis, pourquoi une telle répression a-t-elle été ordonnée ? Quel sens donner à cette violence ?

C'était une expédition punitive. L'objectif était de frapper le mouvement altermondialiste, qui commençait à faire de plus en plus d'adeptes, de le criminaliser. La police avait pour instruction de procéder à des arrestations, de montrer que les militants anti sommet étaient des vandales et d'affreux criminels.

Comment expliquer cette violence inouïe ?

Les policiers étaient convaincus qu'ils pouvaient agir dans l'impunité. D'ailleurs, celle-ci leur a par la suite été garantie puisque les condamnations n'ont finalement pas été à la hauteur des actes commis. Ils ont pris des risques énormes. Il y aurait pu avoir des homicides. Mark Covell [journaliste britannique] a failli mourir.

En juillet 2012, 13 hauts responsables de la police accusés de "coups et blessures", "perquisitions arbitraires" et "fabrication de fausses preuves" pendant le G8 de Gênes ont été condamnés. Et le 14 juin, la Cour de cassation a confirmé les condamnations de sept policiers pour les violences dans la caserne de Bolzaneto (mais 33 accusés ont bénéficié de la prescription). Que pensez-vous de ces condamnations ?

Symboliquement, ces condamnations ont été très importantes. Que la justice condamne de hauts responsables de la police et les reconnaisse coupables, c'est historique. Mais elles n'ont pas été à la hauteur de la gravité des faits. Les dirigeants de la police ont simplement été suspendus de leurs fonctions pour cinq ans. La plupart ont seulement été mutés. Certains ont même été promus. C'est le cas de Giovanni De Gennaro, ex-chef de la police nommé directeur du service de coordination des services secrets italiens [DIS, Dipartimento delle informazioni per la Sicurezza] en 2008 et sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil des ministres du gouvernement Monti le 11 mai 2012. Il avait été condamné en appel avant d'être acquitté par la Cour de cassation. Dans une démocratie normale, un chef de la police responsable de faits aussi graves aurait été immédiatement renvoyé. Mais le plus frappant, selon moi, c'est qu'aucun ministre, aucun homme politique n'a été reconnu responsable [à l'époque des faits, Claudio Scajola était ministre de l'Intérieur et Gianfranco Fini, vice-président du Conseil des ministres dans le gouvernement tout juste élu de Silvio Berlusconi].

Qu'attendiez-vous du pouvoir politique ?

Au moins des excuses. Certes, le verdict est arrivé très tard, en juillet 2012, mais les faits étaient connus depuis longtemps. Nous n'avons jamais entendu aucun homme politique assumer une quelconque responsabilité dans ce drame, demander pardon ou promettre que cela ne se répètera pas. En Italie, il n'y a pas de police des polices. A quoi bon gagner un procès si aucune mesure n'est prise ? Dans cette affaire, les victimes se sont senties abandonnées par les institutions et le pouvoir politique. Il aurait fallu que, dès juillet 2001, une commission d'enquête internationale indépendante fût mise en place, comme l'avait proposé Amnesty International. Mais cette demande a été ignorée.

Qu'avez-vous pensé de Diaz, le film de Daniele Vicari qui retrace en partie votre histoire ?

Le film est très fidèle à ce qui s'est passé. Chaque scène est filmée avec une grande précision, jusque dans les moindres détails. Mais il m'a laissé perplexe. Il me semble que onze ans après les faits, il fallait aller au-delà de la simple restitution des faits. Il fallait aborder la question de l'après, des responsabilités.

Lucie Geffroy

<https://www.courrierinternational.com/article/2013/06/18/n-oublions-pas-les-violences-du-g8-de-genes>